



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux dans le cadre de la restructuration
fonctionnelle partielle du collège Paul Langevin à
Couëron avec la création d'un nouveau préau**

Marché : O384RM

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 23 mai 2025 à 16:00

Département de Loire-Atlantique













3 Quai Ceineray

CS 94109

44041 NANTES

Tél : 02 40 99 10 00

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux dans le cadre de la restructuration fonctionnelle partielle du collège Paul Langevin à Couëron avec la création d'un nouveau préau.
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	11
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	6
2 - Politique d'achat du Département.....	6
3 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits.....	6
4 - Conditions de la consultation	6
4.1 - Délai de validité des offres	6
4.2 - Forme juridique du groupement	6
4.3 - Variantes	7
4.4 - Développement durable	7
5 - Les intervenants.....	9
5.1 - Conduite d'opération	9
5.2 - Maîtrise d'œuvre	9
5.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	9
5.4 - Contrôle technique	9
5.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	10
6 - Conditions relatives au contrat.....	10
6.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	10
6.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	10
6.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	10
7 - Contenu du dossier de consultation.....	10
8 - Présentation des candidatures et des offres.....	11
8.1 - Documents à produire	11
8.2 - Visites sur site	14
9 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	14
9.1 - Transmission électronique	14
9.2 - Transmission sous support papier.....	15
10 - Examen des candidatures et des offres.....	15
10.1 - Sélection des candidatures	15
10.2 - Attribution des marchés.....	15
10.3 - Suite à donner à la consultation	17
11 - Renseignements complémentaires.....	17
11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	17
11.2 - Procédures de recours	17

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Travaux dans le cadre de la restructuration fonctionnelle partielle du collège Paul Langevin à Couëron avec la création d'un nouveau préau.

Une restructuration de l'accueil avec le déplacement de la loge en façade pour offrir une visibilité sur l'entrée de l'établissement, la création d'un pôle accueil ainsi qu'un travail sur la signalétique globale de l'établissement.

Cette restructuration fonctionnelle permettra notamment de réorganiser :

- le pôle de la vie scolaire avec la création d'un accès direct sur la cour et un travail sur les salles de permanence ;
- le pôle administratif avec le regroupement des zones gestion et direction ainsi que le déplacement de la salle de réunion ;
- les locaux enseignants avec le regroupement des locaux et la création d'un espace de travail enseignants de qualité.

Le CDI sera agrandi et réaménagé avec la création d'un accès direct sur la cour pour une plus grande attractivité du lieu et un apport majoré de lumière naturelle.

Cette opération permettra également de réaliser, au rez-de-chaussée du bâtiment demi-pension, une salle de repos destinée aux agents avec une adaptation des vestiaires et la création de sanitaires conformes au référentiel collège.

Enfin, la construction d'un préau d'environ 300 m² viendra compléter le préau existant et agrandir la surface disponible pour les casiers.

Lieu(x) d'exécution :

Collège Paul Langevin
10 Bd Paul Langevin
44100 Nantes

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 11 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Démolition - Gros-oeuvre - VRD
02	Charpente bois - Ossature bois - Bardage

Lot(s)	Désignation
03	Charpente métallique - Bardage métallique - Escalier - Etanchéité
04	Menuiseries extérieures
05	Menuiseries intérieures - Signalétique
06	Plâtrerie - Isolation
07	Carrelage - Faïence
08	Peinture - Revêtements muraux - Revêtements sols
09	Faux plafonds
10	Plomberie - Sanitaires - Chauffage - VMC
11	Electricité

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45454000-4	Travaux de restructuration

Lot(s)	Code principal	Description
01	45262311-4	Travaux de gros œuvre en béton
01	45223220-4	Travaux de gros œuvre
02	45223200-8	Ossatures
02	45261100-5	Travaux de charpente
03	45262410-8	Travaux d'assemblage d'ossatures métalliques de bâtiment
03	45223210-1	Ossatures métalliques
04	45421000-4	Travaux de menuiserie
05	45421000-4	Travaux de menuiserie
05	45421130-4	Poses de portes et de fenêtres
05	44423400-5	Panneaux de signalisation et articles connexes
06	45320000-6	Travaux d'isolation
06	45410000-4	Travaux de plâtrerie
06	45324000-4	Travaux de pose de plaques de plâtre
07	45431000-7	Carrelages
07	45431200-9	Carrelage mural
08	44111400-5	Peintures et revêtements muraux
09	45324000-4	Travaux de pose de plaques de plâtre

09	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus
09	45421141-4	Travaux de cloisonnement
10	44115200-1	Matériel de plomberie et de chauffage
10	45232460-4	Travaux d'installations sanitaires
11	09310000-5	Électricité
11	45315300-1	Installations d'alimentation électrique

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Politique d'achat du Département

Avec un volume d'achat de plus de 180 millions d'euros par an, le Département de Loire-Atlantique est un acteur majeur du territoire. La stratégie d'achat du Département se base sur 3 piliers : le développement d'un achat socialement et écologiquement responsable, la promotion d'un achat facile d'accès pour les entreprises et économiquement performant, la garantie d'un achat juridiquement sécurisé. Vous trouverez les principaux engagements du Département sur [cette page](#).

Signataire de la charte « **Villes et Territoires sans Perturbateurs Endocriniens** » le 03 juin 2024, le Département souhaite intégrer les enjeux de santé dans sa politique achat. Le candidat devra, autant que faire se peut, intégrer, proposer, des matériaux sans perturbateurs endocriniens et autres substances nocives.

3 - Engagement du Département en faveur de l'égalité des droits

Par son projet stratégique 2022-2028, le Département a réaffirmé avec force sa volonté de lutter contre toutes les discriminations et de développer l'égalité entre les femmes et les hommes. Le plan d'action « Égalité-Diversité : un Département engagé » traduit cette ambition dans l'ensemble de ses compétences.

Détenteur des labels AFNOR « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité », le Département vise à l'exemplarité dans l'ensemble de son fonctionnement interne et notamment au travers de sa commande publique. À ce titre, il partage ces engagements avec l'ensemble de ses fournisseur·euses et veille à la cohérence de leur intervention avec les principes d'égalité et de non-discrimination. »

4 - Conditions de la consultation

4.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

4.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Si le candidat choisit de se présenter en groupement conjoint, celui-ci devra préciser la répartition des dépenses entre les différents membres du groupement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

4.3 - Variantes

Aucune variante à l'initiative du candidat n'est autorisée.

4.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le CCAP.

Le Département de Loire-Atlantique s'est engagé dans une politique d'insertion des personnes en difficulté par le travail. C'est pourquoi, le CCAP/CCP du présent marché comporte des clauses visant à promouvoir l'insertion professionnelle des personnes rencontrant des difficultés particulières au regard de l'emploi.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. L'attention des candidats est attirée sur le fait que la signature de l'acte d'engagement emporte adhésion du titulaire à la clause d'insertion selon les conditions prévues à l'acte d'engagement et au CCAP/CCP ainsi que dans l'offre du titulaire.

Les candidats restent soumis aux dispositions du Code du Travail (article L1224-1 et suivants notamment) et, le cas échéant, à la convention collective applicable à leur branche professionnelle et relative à l'emploi des personnes actuellement affectées sur le(s) site(s) couvert(s) par le présent marché.

- Public concerné par l'opération d'insertion : cf. CCAP

- Modalités de mise en œuvre :

Sans critère d'analyse des offres :

Les entreprises auront l'obligation de consacrer à l'action d'insertion le nombre heures travaillées réservées au public prioritaire inscrit à l'acte d'engagement. L'entreprise peut en sus proposer un nombre d'heure plus élevé. Dans le cas d'un non-respect du nombre d'heure total proposé, le titulaire encourt les pénalités définies au CCAP.

Avec critère d'analyse des offres :

Les entreprises détailleront leur proposition à l'acte d'engagement. Cet engagement est contractuel. Cette proposition correspondra à un minimum obligatoire d'heures travaillées réservées au public prioritaire désigné ci-dessus et à l'acte d'engagement. Elles expliqueront également l'action d'insertion qui sera mise en place du point de vue qualitatif.

L'entreprise titulaire du présent marché réserve une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion par l'activité économique et/ou une entreprise adaptée ou un établissement et service d'aide par le travail

- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés :

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir :

o D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ;

o D'une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L. 1251-7 du code du travail

o D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) ;

o D'une association intermédiaire (AI).

- 3ème modalité : l'embauche directe d'une personne répondant aux critères d'éligibilité des publics (CDD, CDI, contrat aidé, contrat de professionnalisation...).

Il appartient à l'entreprise de définir la modalité de mise en oeuvre de la clause d'insertion la mieux à même de répondre à ses contraintes propres, notamment au regard de son activité et le nombre d'heures proposées.

Pour les recrutements directs ou pour toute information, le Département de Loire-Atlantique propose aux entreprises une offre de services destinés aux employeurs et qui est présentée dans le document joint au présent dossier, intitulé " Offre de services des unités emploi du Département de Loire-Atlantique aux employeurs " (confère annexe RC intitulée "Unités emploi du Département de Loire-Atlantique").

Objectifs de l'action d'insertion et impact sur la qualité de cette action

Au-delà de l'exigence des volumes horaires minimum, le Département souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause. Ceci constitue une prestation accessoire à l'objet principal du marché.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi une évaluation régulière sera réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Assistance technique du Maître d'Ouvrage (ou Personne Publique)

Afin de faciliter la mise en oeuvre de cette condition d'exécution, le Département de Loire Atlantique met à la disposition des entreprises une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- d'assister les entreprises soumissionnaires pendant les préparations de leur offre pour les renseigner sur les différents dispositifs d'insertion existants,
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en oeuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier (ou des prestations) et en relation avec le chargé de mission insertion dans les marchés publics,
- de proposer des publics prioritaires.

Le candidat est informé qu'il peut joindre aux coordonnées suivantes le chargé de mission insertion dans les marchés publics :

Service Insertion et Emploi - DG Solidarité
Hôtel du Département - 3, quai Ceineray CS 94 109
44041 NANTES CEDEX 1
Téléphone : 02.51.17.21.14

L'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées ainsi que de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

5 - Les intervenants

5.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

5.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Architecte **mandataire du groupement** de maîtrise d'œuvre :

Architecture FARDIN

4 rue Deurbroucq

44000 NANTES

Mail : agence@architecturefardin.fr

Moe d'exécution et OPC EXEPLAN

2 rue de Terre-Neuve

Zone de l'Ecuyère

49300 CHOLET

Mail : contact@exeplan.fr

BET Structure SAS AREST CHOLET

Bâtiment Le Sémaphore

14 Boulevard Faidherbe

BP 30308

49303 CHOLET cedex

Mail : infos@arestcholet.fr

BET Fluides ISOCRATE Bureau d'Etudes Techniques

6 rue des Sassafras

44300 NANTES

Mail : infos@isocrate.com

5.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

EXEPLAN

2 rue de Terre-Neuve

Zone de l'Ecuyère

49300 CHOLET

Mail : contact@exeplan.fr

5.4 - Contrôle technique

La mission de contrôle technique est assurée par :

APAVE NORD OUEST SAS

5 rue de la Johardière

CS 20 289

44803 SAINT HERBLAIN CEDEX

Tél. : 02 40 38 80 10

Courriel : batiment.atlantique@apave.com

5.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II est assurée par :

SARL ATAE
12 avenue Jules Verne
44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE

Tél. : 20.51.71.93.30
Courriel : sps44@atae.fr

6 - Conditions relatives au contrat

6.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

6.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

6.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

7 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dont l'attestation de visite du site (facultative)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par lot à compléter par les entreprises (formats .XLS(X) et .PDF) et à joindre à leur offre
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont le cahier des clauses techniques communes
- Le cadre type du mémoire technique
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
- Le formulaire de déclaration des sous-traitance (DC4)
- La plaquette des Unités Emplois du Département de Loire-Atlantique
- Le guide de la commande publique solidaire

Annexes graphiques

- Le plan topographique de l'existant (formats .PDF)
- Les plans des bâtiments existants (formats .PDF)
- Les plans des réseaux existants (formats .PDF) et rapport réseaux
- Le plan masse du projet (formats .PDF)
- Les plans architecte du projet : plans de niveaux, coupes et façades des bâtiments (formats .PDF)

- Les plans techniques du projet : structure, électricité, plomberie-sanitaire-chauffage-ventilation (formats .PDF)
- La plaquette A3 architecte avec schémas de principe, plans préau, signalétique, plan d'installation de chantier, ... (format .PDF)

Annexes techniques

- Le Rapport Initial du bureau de Contrôle Technique (format .PDF)
- Le Plan Général de Coordination sécurité et protection de la santé (format .PDF)
- L'étude géotechnique G2 PRO (format .PDF)
- Le diagnostic amiante avant travaux (format .PDF)
- Le diagnostic plomb avant travaux (format .PDF)
- Le diagnostic radon (format .PDF)
- Charte chantier vert
- Clausier Matériaux Recyclés et Réemploi - BTP
- Les chartes informatique et graphique du Département de Loire-Atlantique
- Les chartes câblages collèges et bâtiments
- Le cahier des charges Gestion Technique Centralisée et Eau Chaude Sanitaire des bâtiments du département

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

8 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

8.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ou procédure équivalente pour les candidats étrangers	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Lettre de candidature. Le candidat pourra s'il le souhaite utiliser les formulaires DC1 et DC2.	Non

Le cas échéant, le pouvoir habilitant le signataire des pièces de la candidature et/o du marché à représenter l'entreprise	Non
--	-----

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, date, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Lot 1 : Démolition - Gros Œuvre - VRD Gros œuvre : AIPR et QUALIBAT : 2112 et/ou 2151 ou équivalent	non
Lot 2 : Charpente bois – Ossature bois - Bardage Charpente bois : QUALIBAT 2312 et/ou 2371 ou équivalent Ossature bois – Bardage : QUALIBAT 2302 / 2352 / 2412 ou équivalent	non
Lot 3 : Charpente métallique - Bardage métallique - Escalier - Etanchéité Charpente métallique : QUALIBAT 4412 ou équivalent	non
Lot 4 : Menuiseries Extérieures Menuiseries extérieures aluminium et acier : QUALIBAT 3511 et/ou 3513 ou équivalent	non
Lot 5 : Menuiseries intérieures - Signalétique Menuiseries intérieures : QUALIBAT 4312 ou équivalent	non
Lot 6 : Plâtrerie – Isolation Plâtrerie – Isolation : QUALIBAT 4131 / 7122 ou équivalent	non

Lot 7 : Carrelage – Faïence	non
Carrelage - faïence : QUALIBAT 6323 ou équivalent	
Lot 08 : Peinture - Revêtement Muraux – Revêtement sols	non
Peinture : QUALIBAT 6111 ou équivalent Sols souples : QUALIBAT 6223 ou équivalent	
Lot 09 : Faux plafonds	non
Faux plafonds : QUALIBAT 6611 ou équivalent	
Lot 10 : Plomberie – Sanitaires - Chauffage – VMC	non
Plomberie - sanitaires - chauffage gaz - ventilation : QUALIBAT 51,52,53,54 ou équivalent	
Lot 11 : Electricité	non
Électricité courants forts et faibles : QUALIBAT 59 ou équivalent	

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

NB : Le coffre-fort électronique permet de stocker sur la plateforme les documents qui sont normalement demandés au candidat attributaire du marché. Il permet aussi de déposer tous les documents que le candidat juge utile de mettre à la disposition de l'administration dans le cadre des marchés publics.

Les documents stockés et disponibles sur la plateforme seront directement récupérés par les services du département et ne seront pas demandés

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat et qui devra contenir les éléments exigés à l'article 10.2 du présent règlement de consultation	Non
L'attestation de visite	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-

traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

8.2 - Visites sur site

Une visite sur site n'est pas obligatoire, mais, **fortement conseillée pour l'ensemble des lots** avec la présence de la maîtrise d'œuvre (architecte mandataire ou le conducteur de travaux de la maîtrise d'œuvre d'exécution).

Les conditions de visites sont les suivantes :

Le candidat doit s'inscrire à l'une des 2 dates proposées ci-dessous :

- 16h00 – le mercredi 30 avril 2025

- 16h00 – le mercredi 7 mai 2025

Le candidat confirmera sa participation à ce rendez-vous sur site préalablement auprès de Madame Carine MIDON, conductrice de l'opération, par mail : carine.midon@loire-atlantique.fr (06 47 34 17 34) ou auprès de Madame Nicole MARTIN-MARSAC chargée d'opérations immobilières, par mail : nicole.martin-marsac@loire-atlantique.fr (07 85 95 90 55)

Les visites ne seront pas maintenues en l'absence d'inscription préalable.

9 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

9.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.loire-atlantique.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Si vous êtes confronté à une difficulté au moment répondre de façon dématérialisée vous pouvez contacter le service commande publique du département en utilisant l'adresse mail suivante : contactmarchespublics@loire-atlantique.fr

La capacité du service à vous apporter une réponse le plus rapidement possible est aussi dépendante du délai restant avant l'échéance de remise des offres. Aussi veillez autant que faire se peut à ne pas déposer votre offre au dernier moment et à tester votre poste avant de répondre afin de pouvoir apporter les correctifs nécessaires en amont.

Les questions relatives au dossier de consultation ou à la prestation elle-même doivent être posées via la messagerie sécurisée de la plateforme et seront traitées par les services du département.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

3 Quai Ceineray
CS 94109
44041 NANTES

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

L'attributaire devra signer le marché au format PADES (format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF).

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

9.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

10 - Examen des candidatures et des offres

10.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

10.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

En cas de limitation du nombre de candidats admis à négocier, l'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée avant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

En cas de négociation avec l'ensemble des candidats toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	45.0 %
2-Valeur technique	55.0 %

2.1-Organisation des travaux et des études	30 %
2.2-Moyens humains et matériels dédiés au chantier	15 %
2.3-Exigences environnementales - Sécurité - Hygiène	10 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Les sous critères sont notés selon la sous pondération indiquée dans le tableau ci-dessus.

L'évaluation des offres recevables, pour leur classement par lot, est établie selon les critères de jugement de la façon suivante :

- le critère Valeur technique, au regard du mémoire technique fourni par le candidat, est pondéré suivant les tableaux ci-avant.

Ce mémoire technique a pour objectif de donner au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre toutes les indications utiles permettant d'apprécier lors de l'analyse des offres, la capacité de l'entreprise à satisfaire les besoins exigés.

ORGANISATION DES TRAVAUX ET DES ETUDES (30 POINTS) : Présentation de la méthodologie et du phasage envisagés pour exécuter les prestations décrites au cahier des clauses techniques particulières y compris pour les études d'exécution et de synthèse.

Les entreprises fourniront pour ces travaux une note méthodologique explicitant les moyens et méthode d'intervention mise en oeuvre pour la réalisation de ces travaux ainsi que la décomposition de temps par tâche afin de garantir le respect des délais d'exécution fixé par le calendrier d'exécution des travaux.

Le candidat devra également présenter selon la nature des travaux la qualité des produits et matériaux proposés pour atteindre les objectifs fixes au CCTP (fiches techniques et/ou photos de réalisation similaire).

Le candidat devra enfin préciser les mesures proposées pour faire face au contexte particulier du chantier :

- contraintes d'accès (livraisons, autorisations de voirie, organisation de l'accès entre entrepreneurs, etc) et de stockage limité sur le site,
- bon déroulé des travaux en cas de co-activité avec les autres entreprises intervenant simultanés sur différents bâtiments,
- organisation pour la continuité d'intervention en période de vacances d'été et de vacances scolaires pour le respect du planning des travaux,
- prise en compte des contraintes liées au site occupé, particulièrement pour les bâtiments d'enseignement du collège.

MOYENS HUMAINS ET MATERIELS (15 POINTS) : Moyens humains, qualifications du personnel encadrant et moyens matériels affectés au chantier

le candidat indiquera les moyens humains alloués à l'opération et notamment le personnel encadrant. Il renseignera notamment à ce titre le nombre et les qualifications des personnels intervenants, leurs missions et responsabilités (CV et organigramme à fournir), l'identification d'un interlocuteur unique désigné (nom du remplaçant éventuellement) pour le suivi du chantier (y compris pendant les périodes de vacances scolaires) et le détail de la présence sur chantier.

Le candidat précisera également les moyens matériels dédiés à l'exécution des travaux.

EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES – SECURITE - HYGIENE (10 POINTS) :

Le candidat devra indiquer les mesures prises pour limiter les nuisances de chantier (bruit, poussière, gestion des accès, vibrations, propreté du chantier, etc...). Sur le point de la gestion des accès, le candidat explicitera particulièrement les mesures prises pour limiter les nuisances vis-à-vis du voisinage et des usagers de la voirie externes au chantier. Le candidat détaillera également les mesures prises pour la protection de l'environnement et la gestion des déchets (propreté du chantier, actions, choix des produits, filières de tri ...). Il précisera également s'il prévoit l'utilisation de matériaux recyclés ou

recyclables, l'utilisation de produits écologiques ou biodégradables et/ou prenant en compte la toxicité humaine (produit répondant aux normes et/ou labels environnementaux : ecolabel, label NF-Environnement, etc). Il indiquera enfin les éventuelles mesures prises en matière de formation à destination de ses personnels sur les questions environnementales liées à l'objet du marché.

Le candidat devra fournir tout élément de preuve (certifications, labellisations, fiche Fedes...).

- **le critère Prix des prestations**, au regard du montant inscrit dans l'acte d'engagement, est pondéré suivant les tableaux ci-avant. L'offre la mieux-disante obtient la note maximale.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

10.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 premiers candidats classés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation. Ces négociations pouvant porter sur tous les éléments de l'offre. Les candidats non retenus pour les négociations seront notés et classés en fonction de l'analyse avant négociations. Le moyen de communication utilisé pendant la négociation est soit le courrier électronique via la messagerie sécurisée de la plate-forme de dématérialisation du Département ou soit en présentiel. Les candidats doivent fournir dans leur offre une adresse courriel valide destinée aux échanges de documents ou d'information.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

11 - Renseignements complémentaires

11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.loire-atlantique.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

11.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr/>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette

BP 24111
44041 NANTES CEDEX 1

Tél : 02 55 10 10 02

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.nantes.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité de règlement amiable

22 Mail Pablo Picasso

44042 Nantes CEDEX 01

Tél : 02 53 46 79 83

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr